



COINHOUSE

Crypto, Web3 : place aux expertes !

Ce n'est un secret pour personne : **les domaines de la crypto et du Web3 sont essentiellement masculins.** Les chiffres le prouvent - nous vous les donnons. Si la situation est en bonne voie pour s'améliorer, les hommes sont encore deux fois plus nombreux à investir dans la crypto et les fondateurs des projets Web3 ne sont que 13% à être des fondatrices.

Et maintenant ? Il convient d'abord d'établir le diagnostic. **Comprendre pourquoi cette disparité et (re)découvrir que ce n'est pas une fatalité :** contrairement à ce qu'on pourrait penser, la technologie et la finance, domaines d'où découlent ceux du Web3 et de la crypto, **étaient historiquement des secteurs plutôt féminins.** Dans ce livre blanc, nous détaillons les mécanismes d'invisibilisation et applaudissons les femmes qui s'organisent pour faire communauté : Women in Web3, Women in Blockchain, TechyGirls... partout en France et ailleurs des collectifs se créent pour que la crypto compte avec les femmes.

Le constat posé, nous nous devons de le dépasser. « Le moment où je me sens le plus femme, c'est quand j'interviens dans des conférences et que l'on me demande ce que ça fait d'être une femme dans ce milieu », confie Claire Balva, la co-fondatrice de Blockchain Partner et experte crypto indépendante, à BFM TV dans le cadre d'une enquête réalisée en octobre 2022 sur les femmes et la crypto. Car oui, les femmes ne sont pas que des femmes !

Elles sont aussi, et surtout, des expertes, professionnelles du droit ou des affaires, développeuses ou spécialistes de la cybersécurité, pionnières du Web3 ou artistes NFTs. C'est en cette qualité que nous avons souhaité les interroger.

Au fil des pages, vous découvrirez Margaux Frisque, avocate fondatrice d'un des premiers cabinets spécialisés dans la blockchain et le Web3, Lucie-Éléonore Riveron, à la tête de la NFT Factory, Léa Lejeune, journaliste économique fondatrice d'un média féministe dédié à l'investissement et Hélène Jacquinet, consultante chez Blockchain Partner, spécialiste de la géopolitique des cryptos. Des femmes à la pointe de leur domaine qui partagent avec nous leurs observations de ces paysages en construction.

Nous explorons aussi quelques pistes. Comment nos voisins taclent le manque de diversité ? Comment les artistes NFTs tentent-elles de donner davantage d'impact à cette nouvelle pratique ?

Quels projets féministes pour la blockchain ?

Nous savons qu'il y a un problème d'inégalité et de représentation dans la tech ; l'enjeu est de taille. Mais les femmes sont là et il est temps de leur laisser la place. Ces pages sont à elles autant qu'elles sont à vous.

 **BONNE LECTURE !**

Selon une enquête CNBC publiée en août 2021, les hommes investissent **deux fois plus que** les femmes dans les crypto-monnaies. Un constat partagé par WarziX, principale plateforme crypto indienne, qui affirme que **15 % de ses utilisateurs seulement sont des femmes**

Une autre étude, publiée en février 2023 par Boston Consulting Globe (BCG) affirme que seulement **13 %** des membres fondateurs de projets web3 sont des femmes, et que seules 3 % des entreprises du web3 sont uniquement constituées de femmes.

Mais les choses changent : selon une étude récente de Gemini, **47%** des personnes “crypto-curieuses” sont des femmes et en France, près de la moitié (45 %) des investisseurs crypto sont des femmes.

Selon une étude de eToro, la possession de crypto-actifs augmente considérablement chez les femmes de 18 à 34 ans, passant de 29 % au troisième trimestre 2022 à **34 %** au suivant.

Après l’argent liquide, les crypto-actifs sont donc **le second actif** le plus possédé par les femmes et en particulier les jeunes femmes, continue l’enquête de e-Toro.

Selon une étude de BlockFi, **20 % des femmes** de Génération Z considèrent que le Bitcoin est le meilleur investissement à long terme - c’est plus que pour les actions (19%) mais moins que pour l’immobilier (41 %).

Les collectifs de femme dans le web3, un militantisme nécessaire

Women in web3, Women in Blockchain (WiB), Les Hackeuses ou encore TechyGirls : ces dernières années, partout à travers la planète, les collectifs de femmes dans l'univers du web3 et de la crypto se sont multipliés.

Tout à la fois porte d'entrée, outil de lutte et d'émancipation et plateformes d'échange pour leurs membres, ces collectifs féminins connectent et renforcent les liens entre femmes dans un milieu encore trop largement masculin.

Rencontre 

Un problème de représentation

Les communautés sont le cœur battant du web3. Souvent impliquées avant même la naissance d'une DAO ou l'émission d'un nouveau token, elles sont la clé de voûte d'une organisation autonome et décentralisée. « Le plus petit dénominateur commun du web3 n'est pas la blockchain, mais la communauté », va même jusqu'à écrire Frederic Cavazza, fondateur du cabinet de conseil SYSK et expert de la transformation digitale. L'univers du web3 souffre toutefois d'un paradoxe : dans ce milieu où le fonctionnement en collectif est l'essence même de la réussite, le manque de diversité, notamment de genre, est encore criant.

Selon la dernière enquête réalisée par le prestigieux Boston Consulting Group (BCG) en février dernier, seuls 13 % des membres fondateurs d'un projet web3 sont des femmes et seuls 3% des projets ont des équipes exclusivement féminines à leur lancement. Un problème de représentation qui a pour conséquences des difficultés de financement et de structuration de l'écosystème : les projets web3 portés par des femmes reçoivent en moyenne quatre fois moins de capitaux que ceux fondés par des hommes. « Cette situation s'explique en partie par le faible taux de féminisation des principaux fonds d'investissements : les équipes qui se concentrent sur le web3 comptent uniquement 15% de femmes », continue l'enquête de BCG.

Des barrières à franchir ensemble

Cela semble évident : au croisement des univers de la tech et de la finance, où le genre masculin est historiquement sur-représenté, l'univers du web3 a hérité de blocages et problèmes systémiques qui entravent une meilleure représentation des femmes. À l'occasion d'un talk organisé par Blockchain Council, la SEO des services de blockchain Geeq, Stephanie So, résumait ainsi : « De nombreuses femmes sont passionnées par le web3 et possèdent les compétences et les connaissances nécessaires pour exceller dans ce secteur. Cependant, elles se heurtent souvent à des obstacles systémiques qui les empêchent de s'engager pleinement.

Ces obstacles peuvent inclure des préjugés dans les décisions d'embauche et de financement, le manque de mentorat et de réseaux de soutien, et un manque

général de représentation dans l'industrie. »

Les collectifs non-mixtes sont avant tout une réaction à ces problèmes. Un moyen de franchir ensemble les barrières à l'entrée en se regroupant, en échangeant, en progressant dans cet univers. Le collectif aide à se lancer, par une puissance commune retrouvée.

« Les femmes ont besoin d'être plus entourées parce qu'elles sont plus seules, tout simplement. Quand on est une femme en position de leadership ou que l'on souhaite devenir fondatrice, on est seule dans un milieu masculin. Ça incite à se regrouper », explique Flavie Prévot, ex-cadre dirigeante, formatrice et membre fondatrice du collectif Fleet.

Ce regroupement n'est d'ailleurs pas un collectif uniquement dédié aux femmes. Créé par Marie Robin, Fleet est dédié

« QUAND ON EST UNE FEMME EN POSITION DE LEADERSHIP OU QUE L'ON SOUHAITE DEVENIR FONDATRICE, ON EST SEULE DANS UN MILIEU MASCULIN »

Flavie Prévot

aux freelances du web3 et à leur inclusion et leur épanouissement sur ce marché. « Nous avons surtout un prisme débutant/non débutant », souligne Flavie Prévot. Mère d'un enfant en bas âge, elle s'est lancée corps et âme dans cet univers professionnel il y a deux ans. Elle explique que si le terreau du web3 est fertile aux échanges et aux rencontres, il peut aussi être complexe à appréhender lorsque l'on est une femme débutante. « On peut avoir des postures d'expert masculins, une forme de mansplaining sur les réseaux. C'est aussi l'une des raisons de l'essor de communautés en non-mixité: la volonté d'être tranquille dans ses échanges», affirme-t-elle.

Comme les premiers collectifs féministes en non-mixité des années 1970, les collectifs féminins du web3 sont aussi issus d'une volonté d'avoir un espace à elles, où la parole des femmes prend la place qui lui est nécessaire.

« Depuis 2014, je suis sur des forums 100 % masculins, des groupes Discord où je suis la seule femme sur 200 personnes. Tous les contenus sont écrits par des hommes, tous les youtubeurs connus sont des hommes », soulignait pour sa part Amandine Claude, connue en ligne sous le nom La Mineuse, au média [l'ADN](#) dans une [interview](#).

Créer la sororité par l'action

« NOUS VOULONS CRÉER DE LA VISIBILITÉ, PROMOUVOIR LES AUTRES FEMMES ET CRÉER DES PONTS AVEC D'AUTRES ASSOCIATIONS »

Estelle Favier

Féminiser un écosystème, résoudre les problèmes de barrière à l'entrée et de représentation, mais aussi éduquer : les collectifs offrent aux débutantes une porte d'entrée, et aux expertes un lieu d'expression. Une dynamique de mentorat et de networking s'enclenche naturellement grâce à diverses activités en fonction des communautés.

Women in web3 Paris organise ainsi des ateliers ou

des interviews-débats avec les actrices de l'écosystème. Dernier en date : un événement autour de la création de métaverse, avec le concours de l'entreprise française The Sandbox. De l'autre côté de l'Atlantique, le collectif Women in Blockchain va plus loin en proposant à ses membres un accès à des listes d'emploi dans le web3. Du côté de Fleet, Flavie Prévot explique que chaque semaine, des workshops sont organisés sur le Discord

de l'association sur différents thèmes : comment trouver ses premiers clients en tant que freelance, bien comprendre le fonctionnement d'une DAO ou encore valoriser sa marque personnelle dans le web3. « On place également les gens sur des missions en fonction des demandes et de leur compétence. Notre but à terme est de certifier les compétences des gens sur la blockchain, ce qui sera une arme pour l'égalité, entre hommes et femmes notamment : voici ce que tu as fait avec nous et pour nous avec des clients », explique-t-elle.

Sur le rocher de Monaco, le collectif TechyGirl, issu de l'association MonacoVisions, est un tout récent collectif non-mixte dédié au web3 et particulièrement aux NFTs. Lancé en 2022 par Estelle Favier, accompagnée

par Hélène Piel-Laureti, les objectifs de TechyGirl sont multiples : il s'agit d'accompagner les étudiantes, avant leur entrée au lycée, dans le développement de leurs connaissances numériques, mais aussi d'aider les artistes numériques à vendre leurs NFTs ou organiser des conférences avec des femmes spécialistes du web3, à Monaco et ailleurs. Un vaste programme où tout reste à construire. « Nous voulons créer de la visibilité, promouvoir les autres femmes et créer des ponts avec d'autres associations », explique Estelle Favier.

Souvent en dehors des radars médiatiques, nombre d'initiatives fleurissent avec un seul et même but : créer l'empowerment par l'esprit de communauté.

Vu d'ailleurs : la tech face à son manque de diversité

Bitcoin, blockchain, tech, finance :

comment les problèmes de diversité dans ces milieux sont-ils abordés à l'étranger ?

Quelles solutions nos voisins ont-ils trouvées pour mieux rompre les biais sociaux et de genre ?

Focus

En Europe, les femmes représentent seulement 22 % de la main-d'œuvre en tech. Un chiffre très faible qui ne joue pas en faveur du secteur, mais qui pose aussi des problèmes économiques. En effet, selon le rapport de janvier 2023 « Women in tech » de McKinsey Digital, si l'Europe réussit à doubler ce chiffre d'ici 2027, cela pourra faire augmenter le PIB des pays européens d'au moins 260 milliards d'euros ! Une somme loin d'être négligeable.

Alors, comment pallier au manque de diversité dans ces secteurs ?

Jetons un oeil vers ce que proposent nos voisins.

Des programmes et des initiatives plus inclusives

Ce problème de diversité, les entreprises de la tech commencent à le prendre au sérieux partout à travers la planète. Aux Etats-Unis, certaines entreprises de la tech tentent de prendre le problème à la racine : en améliorant l'éducation des jeunes filles. Les programmes d'inclusivité se multiplient, comme celui Lenovo, Girls Belong in Tech, qui se rend directement dans les lycées et universités pour faire connaître les opportunités du monde de la tech aux étudiantes.

Mais ce sont surtout les femmes elles-mêmes qui font avancer les choses en multipliant les initiatives, comme Girls Who Code, une association internationale présente aussi bien en Inde qu'au Canada. L'artiste pakistanaise Maliha Abidi a ainsi fondé Women Rise : une campagne qui a pour but d'amener les femmes de tous âges vers la blockchain et l'art numérique.

Nakeema Stefflbauer a créé en 2016 FrauenLoop ("la boucle des femmes", en référence à l'idée que les femmes sont laissées en dehors du cercle du milieu de la tech) qui s'est désormais étendu à l'ensemble de l'Europe. Cours du soir, workshop le weekend : l'objectif de FrauenLoop apprend à ses élèves comment naviguer dans l'univers trop masculin de la technologie.

Et la France, dans tout ça ?

En France, selon La Tribune, seuls 12% du montant total de capitaux levés par la tech en 2021 ont été captés par des start-up fondées ou cofondées par des femmes. Dans l'Hexagone aussi, le chemin est encore long à parcourir.



Technologie et finance, des secteurs historiquement féminins

**À la croisée de deux secteurs réputés masculins, la technologie et la finance, le web3 et la crypto semblent condamnés à un long chemin vers la parité. Pourtant, les deux industries ont été façonnées en grande partie par les femmes.
Retour sur une histoire peu connue.**

Saviez-vous que le premier programme informatique a été écrit par une femme ? Que c'est grâce au programme d'une autre que les hommes ont marché sur la Lune ? Que le Madoff du XXe siècle était surnommée « la banquière des années folles » ? Petit à petit, l'histoire se redessine et rend visible ses figures oubliées.

Les mathématiques, un travail fastidieux, donc féminin

La technologie est sur ce point particulièrement parlante. Bien sûr, il y a Ada Lovelace, tombée dans l'oubli puis réhabilitée lors de l'avènement de l'informatique dans les années 1970. Cette femme de sciences et de mathématique du XIXe siècle est connue pour être la première personne à avoir écrit un programme informatique. Elle s'appuyait sur l'ancêtre de l'ordinateur mis au point par l'inventeur Charles Babbage, avec qui elle a collaboré pendant une vingtaine d'années. Figure incontournable, elle est loin d'être la seule pionnière du secteur. On peut aussi citer Hedy Lamarr, actrice hollywoodienne et brillante scientifique pionnière de la technologie du Wifi et du GPS ; Joan Clarke, collaboratrice de Alan Turing ; ou encore Margaret Hamilton, conceptrice

du système embarqué de la mission Apollo dont le système de priorisation des tâches a permis l'alunissage d'Apollo 11.

Des pionnières, mais pas que. À ses débuts, l'informatique était une discipline largement féminine, notamment parce que les tâches qu'elle impliquait étaient considérées comme fastidieuses. On redécouvre ainsi l'histoire des « ordinateurs humains », ou plutôt humaines, qui a donné naissance à l'ENIAC, calculateur mis au point en 1945 et considéré comme le premier ordinateur. Nous sommes en pleine Seconde Guerre mondiale, et le calcul de trajectoire des obus est primordial. L'école d'ingénieurs Moore travaille avec le laboratoire de recherche balistique (BRL) où une équipe de

100 « ordinateurs humains » est formée pour calculer à la main les tables de tir des obus d'artillerie, raconte le magazine spécialisé IEEE Spectrum. Cette tâche exigeait un niveau élevé de compétences mathématiques, raconte le journaliste. « Pourtant, l'informatique était considérée comme un travail de bureau, une tâche trop fastidieuse pour les ingénieurs masculins. BRL a donc embauché des femmes, pour la plupart titulaires d'un diplôme universitaire et présentant de grandes aptitudes en mathématiques, pour effectuer ce travail. »

Alors que la guerre s'intensifie, le laboratoire construit un ordinateur pour automatiser ce

travail de calculs. Six d'entre elles sont promues au titre d'opératrices machines. Essentielles au fonctionnement de l'ENIAC, « les six opératrices sont restées cachées » au moment de dévoiler la machine à la presse. « En présentant l'ENIAC comme une machine autonome et intelligente, les ingénieurs ont projeté une sorte de domination technologique inquiétante, tout en dissimulant le travail humain qu'elle impliquait », conclue-t-il.

Toute ressemblance avec des situations actuelles...

Les femmes, mineures juridiques qui font tourner les banques

Le domaine de la finance est moins bien documenté. « Ce que l'on sait, c'est que la banque et la finance sont des secteurs très féminisés, et qu'ils l'ont été dès le début », contextualise Valérie Boussard, professeure de sociologie à l'Université de Nanterre et directrice du laboratoire Institution et dynamique historique de l'économie et de la société (IDHES). « Les travaux d'historiens sur la banque à la fin du XIXe et au XXe siècle montrent que les femmes entrent dans le secteur en temps qu'employée : elles sont employées de guichet, travaillent au back office. » Elle cite une étude du sociologue Michel Crozier, Le phénomène bureaucratique, menée en 1963. Il y étudie une agence bancaire dans le service du traitement de chèques. « Cette tâche se fait à l'aide de cartes perforées que l'on passe dans des machines. Les exécutantes sont essentiellement des femmes.

Leurs chefs de secteurs sont des hommes. » Michel Crozier ne mène pas cette étude dans une perspective de genre, précise Valérie Boussard. « Mais avec du recul, on a un très beau cas historique qui nous montre cette présence massive des femmes au premier rang, en tant qu'employées, et déjà l'existence du plafond de verre. » Un plafond de verre qui persiste : aujourd'hui 60% des femmes sont salariées du secteur bancaire, 50% sont cadres et seulement 22% sont opératrices financières, ou traders.

Existe-t-il, comme dans le domaine de la technologie, des pionnières de leur discipline ? « Pour l'instant, nous n'avons pas de grandes figures », regrette Valérie Boussard qui entame un travail de recherches de plusieurs années pour retrouver dans les archives les directrices de banque des siècles passés.

Une tâche ardue. « À l'époque, les femmes étaient des mineures juridiques : dès qu'elles étaient mariées, leurs biens passaient entre les mains de leurs maris. Pour posséder une entreprise il fallait être héritière non mariée ou veuve. » Avec leur projet Les Femmes qui Comptent, un groupe de travail au sein de l'Association des archivistes français a détéré quelques exemples de pionnières du secteur bancaire. Sur leur blog où le groupe partage ses trouvailles, on rencontre Madame Trouvé (« son prénom n'apparaît pas dans les documents », précisent les archivistes), qui durant la Première Guerre mondiale a remplacé son mari avant

que celui-ci ne revienne et ne reprenne son poste ; Louise Tallerie, qui a gravi les échelons jusqu'à devenir la première femme directrice de caisse régionale et qui confiera la direction du bureau auxiliaire à une autre ; ou encore Madeleine Landy-Degon, brillante économiste, première femme à obtenir le Prix Rossi de l'Institut de France. Résistante, journaliste, chercheuse au sein du Crédit Agricole, puis maire de son village, elle a reçu la légion d'honneur en 2015, à 102 ans.

Des profils d'autant plus remarquables, soulignent les archivistes, que ces femmes « n'étaient ni capables juridiquement, ni financièrement autonomes ».

Madoff était une femme

Dernier clou dans le cercueil des stéréotypes de genre, Marthe Hanau, figure emblématique incarnée par Romy Schneider dans le film *La Banquière*. Issue de la classe moyenne, elle fume, s'affiche avec des femmes et conduit des voitures. Déguisée en homme, elle fréquente la corbeille de la Bourse, alors interdite aux femmes. En 1925, elle crée le journal *la Gazette du Franc* pour prodiguer des conseils financiers et réunit un groupe d'épargnants, fondé sur un système de Ponzi.

« La réussite éclatante de cette femme, juive, lesbienne, brillante, à la solide répartie, au train de vie luxueux et non issue du monde de la finance agace fortement », souligne la Bibliothèque nationale de France dans sa biographie. La femme d'affaire française, surnommée « la banquière des années folles » sera finalement emprisonnée pour scandale financier et se suicide à quelques jours de sa sortie. « Elle a monté une escroquerie, mais ça démontre qu'une femme pouvait monter une affaire financière et se faire confier des fonds par des investisseurs, comme les hommes, analyse Valérie Boussard. C'était le Madoff du début du XXe siècle, et c'était une femme. »

«LA RÉUSSITE ÉCLATANTE DE CETTE FEMME, JUIVE, LESBIENNE, BRILLANTE, À LA SOLIDE RÉPARTIE, AU TRAIN DE VIE LUXUEUX ET NON ISSUE DU MONDE DE LA FINANCE AGACE FORTEMENT »



**Margaux
Frisque**



VERS UNE UNIFORMISATION DU DROIT DES CRYPTO-ACTIFS

Cofondatrice et associée du cabinet d'avocats d&a partners – une structure pluridisciplinaire dédiée aux entrepreneurs de la tech et de la blockchain – Maître Margaux Frisque revient avec nous sur l'évolution du droit des crypto-actifs et les changements induits par le règlement européen sur les marchés de crypto-actifs (le règlement « MiCA »).

Interview >

Peut-on commencer par faire un retour sur les principales lois qui encadrent la blockchain et les crypto-actifs en France et en Europe ?

La notion de « blockchain » ou dispositif Tout d'abord, la notion de « blockchain » ou « dispositif d'enregistrement électronique partagé » (« DEEP ») a véritablement fait son entrée dans le droit français avec l'ordonnance du 8 décembre 2017 sur la tenue des registres de mouvements de titres. Une véritable avancée dans la société digitale en matière de titres financiers.

Ensuite, en 2019, la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises (dite « loi Pacte ») est venue notamment définir la notion de jetons utilitaires et encadrer le régime juridique des offres au public de jetons (« ICO ») ainsi que celui des prestataires de services sur actifs numériques (« PSAN »).

Progressivement, nous avons constaté un renforcement de l'encadrement et du contrôle de ces acteurs, avec l'entrée en vigueur récemment du régime des PSAN renforcés et de la loi visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux, notamment en matière de crypto-actifs.

Enfin, le législateur européen – relevant que l'absence d'un cadre global au sein de l'Union européenne pourrait entraîner (i) un manque de confiance des utilisateurs, (ii) un frein pour l'innovation et (iii) une fragmentation réglementaire qui fausserait la concurrence sur le marché intérieur – a adopté le règlement MiCA le 31 mai 2023.

Concrètement, à compter du 30 décembre 2024, un cadre harmonisé européen viendra remplacer les cadres nationaux pour régir :

- l'offre au public et l'admission aux négociations de jetons ;
- la fourniture de services sur crypto-actifs par des prestataires de services de crypto-actifs (« PSCA ») ;
- la prévention des abus de marché sur crypto-actifs.

Cette harmonisation constitue un changement majeur, particulièrement pour les PSCA, sur lesquels pèseront des obligations renforcées, liées au régime juridique de l'agrément, e.g. instaurer des règles relatives à la conservation des crypto-actifs et des fonds des clients, obligation de mettre en place une procédure de traitement des réclamations, règles sur les conflits d'intérêts, etc.

Une fois agréés par leur autorité compétente, les PSCA pourront fournir leurs services au sein de l'Union européenne et bénéficier ainsi d'un mécanisme de passeport intra-européen.

Quels autres changements va introduire le règlement européen MiCA ?

Il convient de rappeler que le règlement MiCA ne s'applique ni aux crypto-actifs qui répondent à la qualification d'instruments financiers, ni aux crypto-actifs qui sont uniques et non fongibles (étant précisé qu'une analyse au cas par cas est indispensable au regard des dispositions du règlement).

En ce qui concerne les ICO, les émetteurs devront publier un livre blanc dont le contenu sera strictement encadré et devra respecter le droit de la consommation (description précise du projet, qualification du crypto-actif émis, les caractéristiques, droits et obligations qui y sont attachés, informations sur la technologie utilisée, droit de rétractation pour le souscripteur, etc.). Ce document ne fera plus l'objet d'un visa apposé par l'Autorité des marchés financiers (« AMF »). Le législateur européen a opté pour une solution souple : la notification préalable du livre blanc, au lieu d'une autorisation formelle.

MiCA établit aussi des interdictions et des exigences visant à prévenir les abus de marché impliquant des crypto-actifs, en s'inspirant des règles applicables en matière boursière. On retrouve ainsi la définition de l'information privilégiée, l'interdiction des opérations d'initiés et les manipulations de marché.

Ainsi, les PSCA qui exploitent une plate-forme de négociation de crypto-actifs seront tenus d'informer l'autorité compétente lorsqu'ils constateront des cas d'abus de marché ou des tentatives d'abus de marché commis sur ou via leurs systèmes de négociation.

Peut-on encore qualifier l'univers des cryptoactifs comme un « far west » juridique, comme par le passé ?

Je nuancerais cette expression aujourd'hui dans la mesure où – à la différence d'autres juridictions qui ne proposent aucun cadre juridique – la France a été pionnière en la matière. Il convient toutefois de veiller à ce qu'une production trop importante de normes ne vienne freiner l'innovation et l'attractivité de la France et plus généralement celle de l'Union européenne. Par exemple, l'AMF a récemment lancé une consultation publique sur l'encadrement de la finance décentralisée (« DeFi »). Ce secteur nécessite une approche pragmatique et stratégique, en collaboration avec tous les acteurs la place.

Comment les acteurs réagissent à ces nouvelles réglementations ?

Il est toujours difficile de parler pour l'ensemble des acteurs de l'industrie. Pour notre part, depuis 2017, nous constatons chez d&a partners une profonde évolution dans l'adaptation de nos clients à ces nouvelles règles. Force est de constater que le marché s'est structuré et que les enjeux juridiques, fiscaux et sociaux constituent désormais une priorité pour nos clients. Par ailleurs, à la suite de la faillite de la plateforme FTX, les autorités de contrôle sont plus vigilantes et vont même jusqu'à prononcer des sanctions. A ce titre, le Collège de l'AMF a décidé en septembre 2022 de retirer l'enregistrement en qualité de PSAN à la société Bykep. La procédure a été engagée à la suite d'un contrôle sur place réalisé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (« ACPR ») rappelant que l'enregistrement en tant que PSAN n'est pas acquis définitivement mais suppose le respect continu des engagements pris lors de son octroi.

Les contrôles menés par l'ACPR au sein de cette société – afin de vérifier le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme – ont révélé des manquements justifiant l'engagement d'une procédure de radiation, une sanction particulièrement grave. Enfin, en ce qui concerne le marketing d'influence, on observe que la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (« DGCCRF ») a nettement intensifié ses contrôles au premier trimestre 2023.

Cette industrie à la fois innovante et prometteuse appelle néanmoins à la prudence, tant lorsqu'il s'agit d'entreprendre (et ce dès la structuration du projet) que lorsqu'il s'agit d'investir (en vérifiant le statut de la plateforme et en prenant connaissance des risques apposés sur les conditions générales, etc.). En d'autres termes : don't trust, verify.





**Lucie-Éléonore
Riveron**

**« QUAND FACEBOOK A CHANGÉ SON
NOM POUR META, LA COMMUNAUTÉ
L'A TRÈS MAL PRIS »**

Co-fondatrice et ancienne dirigeante de la maison d'enchères Fauve Paris, Lucie-Éléonore Riveron dirige et est l'une des 128 investisseuses et investisseurs de la NFT Factory. Ce lieu fondé à Paris en 2022 est dédié à la promotion de la technologie non-fongible et à la rencontre de l'écosystème français Web3. Après avoir fait une entrée réussie auprès du grand public, les NFTs semblent subir un ralentissement dans leur développement et sur le plan médiatique. Pourtant l'écosystème est solide et l'émulation française concentre tous les regards, raconte la dirigeante.

Interview 

Vous avez investi dans la NFT Factory en 2022. Pourquoi les NFTs vous semblaient-ils assez importants pour créer un lieu dédié à cette technologie ?

Avant la NFT Factory je dirigeais Fauve Paris, une maison de vente aux enchères dont je suis la cofondatrice. J'ai entendu parler des NFTs en mars 2021, lors de la vente aux enchères de l'œuvre de Beeple. Je ne savais pas de quoi on parlait donc par diligence professionnelle je suis allée voir ce qu'il se passait. Quand j'ai découvert ces technologies, j'ai pris conscience de la véritable révolution que ça pouvait être pour les artistes numériques. J'ai organisé deux événements physiques dans ma maison de vente pour parler de ce sujet et il y a eu un monde fou. C'était en novembre 2021 et on sentait qu'une communauté se formait. En mars 2022, j'ai organisé la première vente aux enchères physique de NFTs en France avec toujours une émulation incroyable. Il y avait un besoin pour les gens de la communauté de se rassembler physiquement, et aussi de démystifier et de faire comprendre ce que sont les NFTs. C'est ainsi qu'est arrivée la NFT Factory.

En quoi est-ce une révolution ?

Le numérique, c'est l'univers de la reproductibilité, tout est copiable-collable à l'infini. Il est donc compliqué de créer de la valeur. Le NFT vient apporter de la rareté et permet la propriété d'un bien numérique. Cela bouleverse complètement le monde du numérique, notamment pour les gens qui créent. Ça faisait quinze ans que je travaillais dans les ventes aux enchères, jamais je n'avais vendu une vidéo ou un montage 3D. Il n'y avait pas de marché. Il y avait un besoin pour les gens de la communauté de se rassembler physiquement, et aussi de démystifier et de faire comprendre ce que sont les NFTs. C'est ainsi qu'est arrivée la NFT Factory.

Comment se porte l'écosystème des NFTs en France ?

Il est extrêmement dynamique. Il y a énormément de projets, de porteurs et porteuses de projets. Le Centre Pompidou a inauguré l'accrochage des œuvres NFTs qu'il a acheté et qu'il a reçues en dons. C'est incroyable qu'une institution ait fait ce pas là. La sélection est pointue et très intelligente, ils ont vraiment compris ce qu'il se passe. On a inauguré à la NFT Factory le Facto Circle, des cercles mensuels pour parler de l'actualité. On a invité plusieurs artistes, dont ROBNESS, exposée au Centre Pompidou, des collectionneurs, des membres de la communauté... Il y a eu des échanges incroyables.

Évidemment, on est en plein bear market (une baisse importante et prolongée de la valeur des actifs, Ndlr) mais maintenant que les collections de PFP (Profile pictures, Ndlr) ultra spéculatives se sont effondrées, il reste des projets solides. Un bear market est le meilleur moment pour construire. Comme c'est difficile, il n'y a que celles et ceux qui y croient vraiment qui construisent des projets aux fondations très saines et très visionnaires aussi. Il y a des difficultés, l'argent ne coule pas à flot mais dans l'économie réelle non plus.

« QUAND J'AI DÉCOUVERT CES TECHNOLOGIES, J'AI PRIS CONSCIENCE DE LA VÉRITABLE RÉVOLUTION QUE ÇA POUVAIT ÊTRE POUR LES ARTISTES NUMÉRIQUES. »



La valeur des NFTs a globalement baissé mais on voit que la tendance reste solide. Les ventes ont remonté ces derniers mois, des collections se sont vendues en quelques minutes, comme celle de Mugler par exemple, ou quelques jours pour celle de PMU. Comment explique-t-on cette dichotomie entre l'impression que le NFT est mort et la réalité d'un marché qui résiste ?

Les médias ont une grosse responsabilité dans le traitement de l'information, ce qui se passe et comment sont perçus les NFTs par le grand public. C'est aussi pour ça qu'on a conçu la NFT Factory : pour démystifier et pour montrer que les NFTs ce ne sont pas que des arnaques ou des têtes de singe qui valent des millions

Parler du NFT c'est tellement générique qu'il est difficile de faire de grandes généralités. Ce qui a chuté, c'est ce qu'on appelle les collectibles, les collections très spéculatives, parce qu'il n'y avait tout simplement rien derrière. C'est comme n'importe quelle bulle : ça s'effondre aussi vite que c'est monté. Mais les NFTs ne sont qu'une technologie qui porte plein d'utilisations potentielles. Par exemple, le crypto-art résiste bien. De même, quand des marques se lancent avec de beaux projets solides derrière lesquels il y a des vraies utilités, des vraies réflexions et que ce n'est pas juste un gadget, ça se vend. Mais surtout, il ne faut pas oublier qu'on est aux prémices de l'adoption des NFTs par le grand public, donc pour celles et ceux qui sont déjà là, c'est une forme d'investissement raisonné.

N'y a-t-il pas eu aussi des erreurs de la part du secteur des NFTs, comme de ne pas se désolidariser des projets peu scrupuleux ou de ne pas avoir mieux expliqué la différence entre les différents types de NFTs ?

Aujourd'hui, la NFT Factory porte une voix, il y a aussi des associations comme l'Association pour le développement des actifs numériques (ADAN) qui défend nos intérêts auprès des institutions publiques, mais le secteur des NFTs n'est pas syndiqué, il est décentralisé donc il n'y a pas de porte-parole. Et puis, encore une fois, le NFT n'est qu'une technologie. Un crypto-artiste qui va créer des œuvres pour les commercialiser n'a juste aucun rapport avec un studio qui va lancer une collection ultra spéculative. Ce sont des mondes différents. Je ne pense pas qu'il y ait eu des erreurs de communication parce que tout simplement le temps n'est pas à la communication mais au "faire".

Où en est-on du développement des smart-contracts, des usages moins connus parce que plus techniques ?

Le smart-contract est la techno derrière le NFT et qui permet d'automatiser plein de choses. Il y a par exemple de nouveaux NFTs qui arrivent appelés les soul bound token, soit des NFTs « liés à l'âme », intransférables. Ça peut être utile pour prouver votre identité ou que vous avez un diplôme ou le permis par exemple. On pourra le coupler avec du zero knowledge proof, des technologies qui servent à prouver que vous détenez certaines choses sans révéler d'autres données. On peut imaginer que certains sites utilisent cette technologie pour limiter l'accès aux plus de 18 ans et prouver l'âge des personnes sans divulguer leur nom, leur genre, leur adresse.... Les potentialités de cas d'usages sont très importantes.

Meta qui abandonne le métavers et les NFTs sur Instagram pour se consacrer davantage à l'IA, est-ce que ça vous inquiète pour le futur de la technologie ?

Ça me rassure ! L'arrivée de Zuckerberg dans le Web3 était terrible. C'est une vision un peu radicale mais le Web3 s'est philosophiquement construit contre la centralisation et l'utilisation des données incarnées par les GAFA et donc Meta. Le pseudonymat, la protection des données, le fait d'interagir avec son identité numérique et de pouvoir choisir de la corréler ou non à son identité physique, sont de grands principes du Web3. Le métavers de Meta aurait été très centralisé et, à mon avis, il aurait continué à exploiter les données. Quand Facebook a décidé de changer son nom pour Meta, ça a été extrêmement mal pris par la communauté Web3 – c'est comme si Google s'était appelé Internet.

Pour vous, le Web3 est-t-il le futur du Web 2.0 ?

Le smart-contract est la techno derrière le NFT et qui Non. Ce n'est pas la continuité, au contraire, c'est une révolution. Le Web2 va continuer d'exister et tout va se superposer. Même la techno Web3 s'insère sur la techno Web2, on reste sur des sites Internet et des espaces web donc les choses ne sont pas aussi compartimentées. Pour moi, le Web3 n'est presque pas le bon terme. C'est une autre approche et une autre conception du Web, avec cette ouverture qu'est la possibilité d'une propriété d'un bien numérique.



**Léa
Lejeune**

**« IL EST IMPORTANT DE DONNER AUX
FEMMES LES OUTILS D'UNE INDÉPENDANCE
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE »**

Journaliste économique depuis 2010, Léa Lejeune est à la tête de Plan Cash, un média féministe sous forme de newsletter et compte Instagram dédié à l'investissement. Co-fondé en novembre 2021 avec la consultante en RSE et négociation salariale Morgane Dion, le média touche aujourd'hui plus de 12 000 lectrices et lecteurs et une communauté en ligne de 57 000 adeptes, jusque-là mal représentés par la presse économique classique.

Interview >

Qu'est-ce qui vous a donné envie de créer cette newsletter ?

Je me suis rendu compte qu'autour de moi, les jeunes femmes diplômées, avec un pouvoir d'achat et un job intéressant, ne lisaient pas la presse économique. Je me suis demandée pourquoi.

D'abord, parce que les femmes sont sous-représentées dans la presse économique. Selon le GMMP, l'étude de référence, elles ne représentent que 26 % des contenus dans la presse économique et on les voit très peu en photos.

Dans la façon dont les médias parlent d'argent aux femmes, on leur parle très peu d'investissement. Plus de 90 % du temps on leur parle de budget : comment gérer un budget serré ? Comment gérer un budget pour les enfants à la rentrée scolaire ? C'est très stéréotypé. Selon l'ouvrage « Le genre du capital », de Sibylle Gollac et Céline Bessière, après la séparation d'un couple hétérosexuel, les femmes s'appauvrissent très fortement. Elles ont une baisse de pouvoir d'achat de 27 %. Il est important, dans un objectif d'égalité femme-homme et d'empowerment, de donner aux femmes les outils pour pouvoir construire leur indépendance économique et financière actuelle et future.

Petit retour historique : pourquoi les femmes sont en général moins impliquées dans ces sujets d'investissement et d'économie ?

Historiquement, l'homme a été considéré comme le pourvoyeur de ressources du foyer. C'est lui qui faisait rentrer l'argent pour le couple dans la famille nucléaire hétérosexuelle. Quand les femmes ont commencé à travailler, leur salaire était perçu comme un salaire d'appoint et les entreprises ont ainsi justifié les écarts de salaires puisqu'il servait « à mettre du beurre dans les épinars ». Cette forte inégalité continue de peser. Avec moins d'argent au départ, on est moins tenté d'aller le risquer dans de l'investissement.

Il y a aussi une question de représentation. L'investissement, c'est essayer au maximum de se détacher de ses émotions pour faire des investissements qui sont optimaux. Dans le couple, il n'est pas toujours facile de parler d'argent et les femmes qui parlent d'argent sont taxées d'être vénales, des personnages froids...les NFTs. C'est ainsi qu'est arrivée la NFT Factory.

«LES FEMMES SONT SOUS-REPRÉSENTÉES
DANS LA PRESSE ÉCONOMIQUE.»

Quand on parle d'investissement, de quoi parle-t-on ?

L'investissement est une prise de risque, mais c'est aussi la possibilité de voir grossir son capital financier. Il s'agit de construire un capital pour son futur soi : pour financer un projet de création d'entreprise, un projet de voyage ou tout simplement la retraite. C'est très différent du budget où il s'agit de calculer combien on dépense chaque mois et épargner un peu sur le livret A. Mais quand on laisse l'argent dormir sur le Livret A on s'appauvrit, car les taux d'intérêt sont toujours inférieurs à l'inflation.

A Plan Cash on parle de toutes les formes d'investissement : l'investissement en bourse, comment ouvrir une assurance vie ou un Plan d'Épargne Action, comment choisir ses actions... On parle beaucoup d'investissement responsable car il y a énormément de greenwashing dans le monde de la finance, avec des labels pas assez exigeants. Investir, c'est aussi soutenir des entreprises et nous pensons qu'on devrait en priorité soutenir les entreprises qui permettent d'aller vers un monde plus écologique. On informe aussi sur l'investissement dans l'immobilier car c'est une des formes d'investissement les plus appréciées par les femmes.

Est-ce qu'on écrit différemment quand on parle aux femmes que quand on parle aux hommes ?

On s'est mis en empathie avec notre lectrice type : une jeune femme entre 28 et 45 ans, plutôt diplômée, qui a du pouvoir d'achat mais à qui la presse économique ne s'adresse pas. On la prend par la main sans la prendre pour une cruche, en expliquant des choses de fonds avec un vocabulaire accessible et des sujets variés. Nous abordons aussi les sujets qui ne paraissent pas économiques mais qui le sont comme les coûts cachés de la maternité.

Les études le montrent, les femmes ont un sentiment de légitimité inférieur aux hommes quand il s'agit de parler d'argent et d'investissement. Donc, pour les mettre à l'aise, il faut leur parler avec un vocabulaire accessible : pas de jargon, pas de mots pompeux, s'assurer qu'à chaque fois qu'on utilise un terme économique, on l'explique. C'est pour cela qu'on est aussi lu par des hommes qui ont envie d'apprendre. Il y a aussi la question de ne pas résumer l'investissement à des chiffres de rentabilité et à des courbes. On met vraiment de l'humaine et de la pédagogie derrière les stratégies d'investissement.

Vous dites que des hommes vous lisent. Les femmes sont-elles les seules à rester en marge de ces enjeux d'investissement ?

Non, bien sûr. Ça touche aussi les personnes racisées et les personnes des catégories populaires ou dans des parcours d'ascension sociale. Par exemple, les personnes transclasses qui font des études supérieures et se retrouvent avec un revenu bien plus important que celui de leurs parents. On ne leur a pas appris l'éducation financière, comment bien investir.

C'est aussi l'ambition de la crypto : démocratiser l'investissement et la finance pour tous...

Pour moi, c'est le plus grand rêve et le plus gros échec de la crypto. À la base, la crypto était l'idée de financement décentralisé, de ne plus laisser le pouvoir économique dans les mains des banques, de permettre à des gens qui n'avaient pas investi dans des produits classiques d'investir là-dedans. Sauf que les premières années, cela demandait un niveau de connaissances assez élevé. La crypto est devenue un entre-soi au carré. possibilité d'une propriété d'un bien numérique.

Pour finir, quels conseils donneriez-vous pour démarrer ?

1/ L'investissement, c'est toujours sur le long terme. Quand on vous parle de court terme, c'est de la spéculation, du jeu boursier. Pour moi, en dessous de cinq ans, ce n'est pas de l'investissement.

2/ Il faut mettre en place une épargne de précaution - aux États-Unis on l'appelle le « Fuck Off Fond » ou le fonds d'urgence. Comme le système d'aide sociale français est assez important, on considère qu'il faut mettre environ trois mois de salaire de côté avant de commencer à investir.

3/ Un investissement est toujours risqué. Il faut être prêt à perdre tout ou une partie de l'investissement que l'on fait. C'est une bonne manière de se protéger et de prévenir les mauvaises surprises.



«POUR MOI, C'EST LE PLUS GRAND RÊVE ET LE PLUS GROS ÉCHEC DE LA CRYPTO. À LA BASE, LA CRYPTO ÉTAIT L'IDÉE DE FINANCEMENT DÉCENTRALISÉ...»

ENCADRÉ - ENTREPRISES : COMMENT ÉVITER LE FEMINISM WASHING

Autrice de *Feminism Washing, Quand les entreprises récupèrent la cause des femmes* (Ed. Seuil, 2021), Léa Lejeune donne des pistes pour s'assurer d'une démarche féministe sincère.

Qu'est-ce que c'est que le feminism washing ?

C'est lorsque des entreprises se prétendent féministes ou inclusives dans leur communication externe alors qu'en interne elles ne traitent pas forcément bien les femmes, ne leur proposent pas les mêmes opportunités et ne les paient pas autant, voire laissent courir des pratiques de harcèlement, par exemple.

Comment peut-on intégrer les femmes sans risquer le feminism washing ?

Dans les recrutements, il faut s'assurer que les femmes ne soient pas que dans des fonctions supports : il faut qu'il y en ait aussi dans les fonctions techniques et dans les fonctions de management. Il faut recruter dans la mixité dès le début parce que plus une entreprise tarde, plus cela devient difficile.

Ensuite, on ne peut pas ne pas communiquer sur de potentielles valeurs féministes tant qu'on n'a pas un engagement particulier - soit on est allé chercher une clientèle féminine, soit on travaille à une mixité dans les contenus ou les publicités produites. Notamment, il ne faut pas communiquer sur les égalités homme-femme uniquement autour du 8 mars.

Chez Plan Cash, on ne travaille qu'avec des annonceurs dans une démarche de féminisation des équipes ou de leur clientèle pour éviter de tomber dans du feminism washing en leur servant de caution.



**Héléne
Jacquinet**



QUEL AVENIR POUR LES CRYPTOS EN TANT QUE MONNAIE MONDIALE ?

Les crypto-actifs sont par essence internationaux. Mais que leur manque-t-il pour devenir une monnaie globale - et qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

On peut se poser la question suivante : les crypto-monnaies sont-elles des alternatives aux monnaies fiduciaires et visent à cohabiter avec ces dernières, notamment pour un usage transfrontalier, ou visent-elles à les remplacer ?

Les cryptos ont été créées à l'origine pour partager de la valeur sans acteur intermédiaire, grâce à une infrastructure indépendante et décentralisée. Il n'y a pas de point de censure et c'est extrêmement important : c'est ce qui a fait la force de Bitcoin. On a pu le voir à différentes reprises, par exemple dans l'utilisation de cryptos pour contourner des sanctions internationales, pour envoyer des dons à des personnes sorties du circuit traditionnel, comme Snowden ou Assange, des ONG ou en Ukraine quand les institutions traditionnelles ne pouvaient plus jouer leur rôle. On voit que les cryptos font transiter de la valeur de manière indépendante et autonome à travers le monde, c'est donc de fait une monnaie globale.

Les crypto-actifs sont-ils une monnaie globale qui se positionne à terme en remplacement du système traditionnel ou en alternative à celui-ci ?

Je dirais en alternative. Bien que certaines communautés envisagent un remplacement des monnaies fiduciaires par le bitcoin, j'estime, qu'au-delà de la pertinence de ce projet, l'économie mondiale est très loin de se détacher d'un modèle très dépendant du dollar américain.

De ce fait, la forte volatilité des cryptos par rapport au dollar rend l'usage des cryptos compliqué dans la vie de chaque jour. Mais elles peuvent avoir d'autres utilités, notamment au niveau international : un produit d'épargne pour lutter contre l'inflation dans certains pays par exemple. On va en parler, mais aujourd'hui les cryptos comme moyen de paiement du quotidien, je pense que c'est réservé à une niche d'acteurs. En revanche, les stablecoins, selon moi, qui sont des cryptos qui sont adossés à la valeur de monnaie fiduciaire (dollar, euro, etc.) peuvent offrir cette possibilité parce qu'ils dépassent cette contrainte de la volatilité tout en gardant les caractéristiques des cryptos c'est-à-dire la désintermédiation, l'interopérabilité, etc.

En réalité, ce n'est pas une seule crypto qui va permettre un développement des usages au niveau global, mais un panel d'actifs numériques qui vont servir différents usages ?

Oui, ce ne sont pas que les cryptos en tant que telles, mais l'infrastructure sous-jacente, les blockchains publiques, qui vont apporter cette programmabilité de la valeur et quelque chose de très intéressant : l'instantanéité. J'ai un stablecoin en euro, je veux payer mon boulanger ⁽¹⁾ : ça ne va pas passer par un prestataire de services de paiement, par ma banque, par la vôtre, sans compter les acteurs de compensation, etc, qui vont faire qu'un paiement va en réalité prendre un jour ouvré minimum pour être finalisé. Dans une infrastructure crypto, c'est instantané ou cela prendra seulement quelques minutes.

Cela va permettre de réduire considérablement les intermédiaires et les coûts associés. Ce peut être extrêmement intéressant, par exemple, sur le marché Forex, le marché des changes, où l'on gagne en temps et en praticité.

(1) Je précise qu'on est dans le cadre d'un paiement en point de vente pour que la comparaison soit faite par rapport au paiement monétique et pas aux virements

Peut-on aujourd'hui quantifier l'adoption des crypto-actifs à un niveau international ?

Nous avons (KPMG) récemment publié une étude en partenariat avec l'Adan sur l'adoption des cryptos en France, mais aussi dans d'autres pays européens. Les Pays-Bas possèdent le plus fort taux de détenteurs de crypto-actifs, avec 23% de personnes qui ont déjà détenu des cryptomonnaies (hors NFT), contre 21% en Italie, 18% au Royaume-Uni et 16 % en Allemagne, et 11% en France. La France est en-deçà des moyennes européennes mais la progression continue partout en France et dans les pays analysés. Nous avons, l'année dernière, comparé cela au pourcentage de la population française détenant des actions, qui était de 6%. Le nombre de détenteurs de crypto n'est donc pas négligeable.

« LE NOMBRE DE DÉTENTEURS DE CRYPTO N'EST DONC PAS NÉGLIGEABLE. »

Qu'en est-il des pays à forte inflation et ceux qui ont fait de Bitcoin une monnaie officielle ?

Au Salvador, où Bitcoin est devenu une monnaie officielle, c'est compliqué d'avoir une idée réelle parce que les communications gouvernementales ne peuvent pas être vérifiées. Il y avait eu visiblement un fort taux de téléchargement et d'inscription de l'application à son lancement par l'État, parce qu'un don était promis aux utilisateurs à l'ouverture d'un wallet. Aujourd'hui, peu de détails sont disponibles pour qualifier l'utilisation de ce service, même s'il offre de réels avantages, notamment comme alternative au cash, pour épargner ou envoyer de l'argent aux diasporas salvadoriennes dans le monde. Le problème, c'est que les populations n'étaient pas assez sensibilisées sur ce qu'est Bitcoin, ses avantages et bonnes pratiques. On a donc aujourd'hui une communication très insistante du gouvernement, sans savoir ce qu'il se passe réellement.

En revanche, l'utilisation de crypto-actifs est devenue essentielle pour des pays qui connaissent une forte inflation. Au Liban, où la livre libanaise perd de la valeur chaque jour, la position du dollar est devenue très forte. Ils peuvent se servir des stablecoins dollars pour notamment stocker des liquidités autrement que sur un compte bancaire, puisqu'il y a une forte défiance des institutions bancaires depuis la crise, envoyer, ou recevoir de l'argent plus facilement et depuis l'étranger, sans frais

Quels sont les freins à une adoption plus massive des crypto-actifs dans les échanges internationaux ?

Pour les cryptos en général, c'est d'abord la volatilité. L'infrastructure n'est, elle-même, pas chère et efficace. Si vous envoyez trois millions de dollars de crypto à l'étranger, cela peut vous coûter maximum cinq dollars. Alors que le système interbancaire traditionnel sera beaucoup plus cher sur de tels volumes. La volatilité, mais aussi et surtout, l'expérience utilisateur sont vraiment les deux principaux freins aujourd'hui.

Les stablecoins répondent à la première limite, celle de la volatilité, notamment grâce à leur stabilité par rapport au dollar ou à l'euro. Des acteurs, comme des plateformes d'échanges et des sociétés spécialisées, mais aussi des acteurs traditionnels, facilitent aujourd'hui l'achat direct de NFT ou cryptos avec sa carte bancaire en effectuant la conversion. C'est par exemple le cas de Stripe, reconnu internationalement, qui délivre le service de conversion crypto versus monnaie fiduciaire. L'expérience utilisateur est progressivement améliorée aussi autour des wallets, ces supports permettant de stocker les cryptoactifs.

On a donc des briques technologiques qui commencent à fleurir et permettent une abstraction technique et une facilitation des usages. Le but, selon moi, c'est que l'on puisse demain utiliser l'infrastructure crypto et ses avantages - transparence, instantanéité, infrastructure interopérable et composable - sans difficultés techniques et même sans s'en rendre compte. Il faut que tout le monde puisse l'utiliser sans compétences techniques nécessaires. C'est pour cela que l'on voit des acteurs historiques du paiement s'emparer du sujet, comme Visa, Mastercard, Stripe ou Paypal. Les banques commencent également à appréhender les enjeux de ce nouveau marché pour identifier dans quelles mesures elles pourraient se positionner sur la chaîne de valeur et proposer des services en lien avec les cryptos à leurs clients, tout en les protégeant des risques.



«ON A DONC DES BRIQUES TECHNOLOGIQUES QUI COMMENCENT À FLEURIR ET PERMETTENT UNE ABSTRACTION TECHNIQUE ET UNE FACILITATION DES USAGES.»

Femmes invisibilisées : le Web3 face à l'Histoire

Mais où sont passées les femmes de notre histoire ? S'il est facile de penser qu'elles étaient trop occupées aux tâches domestiques pour s'intéresser à la chose publique, la recherche bat cette hypothèse en brèche. Et met en lumière que les femmes ont été éclipsées par des procédés bien identifiés. De la masculinisation du langage à l'effet Matilda, passage en revue de ce qu'il faut éviter.

En 2021, Titiou Lecoq publiait un ouvrage qui allait modifier la façon dont les femmes considèrent leur passé et leur empreinte historique. Dans *Les Grandes oubliées, Pourquoi l'Histoire a effacé les femmes*, elle rectifie une pensée répandue mais erronée : si on ne parle pas des grandes femmes, c'est qu'il n'y en aurait pas eu. Pour l'autrice, elles ont plutôt été invisibilisées. « On a effacé celles qui avaient agi, celles qui, dans le passé, avaient gouverné, parlé, dirigé, créé. On nous a raconté que d'elles, il n'y avait rien à dire puisqu'elles auraient été empêchées. Si les femmes n'apparaissent pas dans l'histoire, c'est parce qu'elles avaient été trop occupées avec les enfants, le ménage et le ragoût de pommes de terre. C'est faux », écrit-elle en guise d'introduction. Dans son ouvrage, la journaliste raconte cette histoire invisible, évoque les femmes préhistoriques, les chevaleresques et les femmes de pouvoir au Moyen-ge, raconte la chasse aux sorcières et les femmes savantes, et déplore une pensée sexiste toujours vivace. Elle s'inquiète aussi de voir que le rôle des femmes dans l'histoire n'est toujours pas enseigné. Ainsi d'un manuel scolaire de 2019 : sur 277 pages, les femmes apparaissent dans six seulement. « Qu'est-ce que, petite fille, on perçoit quand on ne nous raconte que l'histoire des hommes ? », interroge-t-elle.

Le masculin l'emporte

Si les femmes ont fait l'Histoire, par quel processus ont-elles été rendues invisibles ? D'abord, la « langue française ne nous aide pas », pose Véronique Garrigues, agrégée et docteure en histoire moderne, spécialiste du rôle des femmes en armes. Elle fait partie de Mnémosyne, une association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre, et a fait partie des trois historiennes qui ont relu l'ouvrage de Titiou Lecoq. Ainsi, explique l'historienne, si les termes épiciens (dont la forme ne varie pas selon le genre) permettent d'imaginer la présence de femmes comme d'hommes, lorsque le masculin l'emporte, l'imaginaire collectif ne se représente que des hommes.

Dans son ouvrage, Titiou Lecoq évoque l'histoire de la masculinisation de la langue française. Elle démontre qu'« au Moyen-ge, on laissait bien plus de place au féminin ». Il existait ainsi des titres et métiers depuis disparus – chevaleresse, doctoresse, autrice, mairesse... – et on pratiquait aisément l'accord de proximité, qui prodigue que l'adjectif qualificatif s'accorde avec le mot le plus proche. Au 17ème siècle, l'Académie française décide brusquement que « le masculin l'emporte sur le féminin peu importe le nombre ». « À l'époque, il s'agissait bien entendu de prouver la supériorité du masculin jusqu'à dans la langue », écrit l'autrice. En 1767, le grammairien et membre de l'Académie française Nicolas Beauzée écrivait explicitement : « Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin, à cause de la supériorité du mâle sur la femme ».

L'effet Matilda

Autre processus d'invisibilisation, l'effet Matilda, ou, si l'on en croit Wikipédia, « le déni, la spoliation ou la minimisation récurrente et systémique de la contribution des femmes à la recherche scientifique, dont le travail est souvent attribué à leurs collègues masculins ». Développée en 1993 par l'historienne des sciences Margaret W. Rossite, cette thèse s'appuie sur « l'effet Matthieu », du sociologue américain Robert Merton. Dans les années 1960, Merton remarque que certaines personnes sont reconnues au détriment de leurs collègues et collaborateurs à l'origine de cette renommée. Margaret W. Rossite note que cet effet est décuplé lorsqu'il s'agit de femmes scientifiques. Elle nomme sa théorie « l'effet Matilda » en hommage à l'écrivaine et militante féministe Matilda Joslyn Gage, qui au XIXe siècle soulignait déjà que des hommes s'attribuaient les pensées intellectuelles des femmes.

L'un des cas le plus fameux est celui de Lisa Meitner, connue pour son rôle majeur dans la découverte de la fission nucléaire. Nommée 49 fois pour l'obtention d'un prix Nobel, elle n'a jamais été parmi les lauréats, contrairement à son collègue et collaborateur Otto Hahn. Titiou Lecoq propose quant à elle un exemple français avec Catherine Bernard, première femme dramaturge jouée à la Comédie-Française, depuis largement oubliée et dont la pièce Brutus a été attribuée à l'écrivain Bernard de Fontenelle. « Mais il y a pire, prévient l'autrice. Catherine Bernard n'était pas une exception. »

D'autres mécanismes entrent en jeu dans l'effet Matilda : ainsi de la propension pour les femmes de signer leurs recherches de leurs initiales. C'était notamment le cas pour Augusta Ada Lovelace, première programmatrice de l'histoire de l'informatique, qui a signé ses célèbres notes de A.A.L.

Pour une parité intersectionnelle

Une fois ces processus connus, comment s'assurer de ne pas tomber dans ces écueils ? Pour Véronique Garrigues, la clé pour écrire une histoire paritaire du web3 réside dans deux enjeux. D'abord : « qui va référencer les sites et comment les informations vont être mises en avant ? ». Un point qui revient notamment sur l'importance du vocabulaire, explique la chercheuse. « J'interviens sur le moteur de recherche de Arte. Partout, ils ont mis Allemagne et allemand, mais jamais allemande. L'invisibilisation commence par là. » Ensuite : « Qu'est-ce qu'on va considérer comme important, qu'est-ce qu'on conserve ou non, sur quels critères et qui va faire le tri ? ».

Enfin, et c'est peut-être le plus important, ce qui concerne les femmes concerne aussi, et à fortiori, les minorités ethniques, sexuelles, religieuses ou les classes défavorisées.

Pour une égalité plus inclusive, il y a donc de quoi faire.

**ÊTES VOUS
PRÊTES ?**

Quand les femmes s'emparent des NFT : comment l'art numérique favorise la sororité

Les musées sont-ils des lieux de misogynie inconsciente ? En France, selon le ministère de la Culture, les femmes ne représentent que 6,6 % des artistes dans les catalogues de ces temples de l'art. Aux États-Unis, selon une étude de la Public Library of Science, 87 % des œuvres abritées dans les 18 plus grands musées ont été réalisées par des hommes, blancs pour la plupart. Cette inégalité s'accroît encore quand on se penche sur les prix de vente : les œuvres créées par des femmes sont vendues en moyenne deux fois moins cher que celles de leurs homologues masculins.

L'art numérique et les NFTs sont-ils logés à la même enseigne ? Parce que les créateurs et créatrices sont souvent anonymes sur les plateformes de vente, parce qu'elles peuvent plus facilement toucher un public féminin, les œuvres numériques présentent un certain nombre d'atouts pour le développement d'une sororité numérique.

Explication ➤

Les NFTs sont-ils un atout pour la diversité artistique ?

Répondons immédiatement à la question : non, les NFTs n'ont pas permis de disrupter le monde très masculin de l'art. Selon [The Art Newspaper](#), les ventes réalisées par des femmes ne représentent que 16% du marché des NFTs. Un chiffre corroboré par [d'autres études](#), qui soulignent la domination de quelques acteurs (masculins) triés sur le volet.

Pourtant, le développement de collections NFTs créées par des femmes ont apporté quelque chose de neuf à cet univers : un esprit de sororité, de communauté, et une certaine vision d'un art engagé. « Les collections de NFTs dirigées par des femmes ont été parmi les premières à se concentrer sur le changement social plutôt que sur la simple valeur économique ou la réussite des tokens. Cela indique, peut-être, que le contexte sociétal et historique actuel n'est pas tel qu'il devrait l'être et, ensuite, que cette expérience les pousse à innover, ajoutant une valeur sociale à cette technologie de pointe. Où est le girl power ? », s'interroge Teodora Atanassova, membre fondatrice de la plateforme d'échange de crypto Nexo, dans un billet publié sur [Cointelegraph](#).

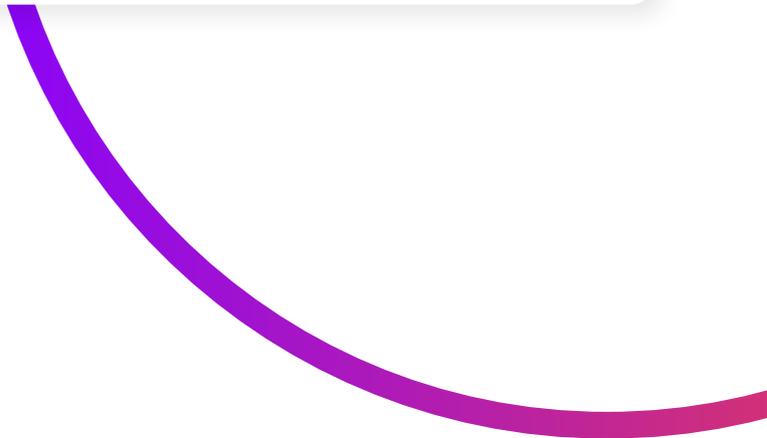
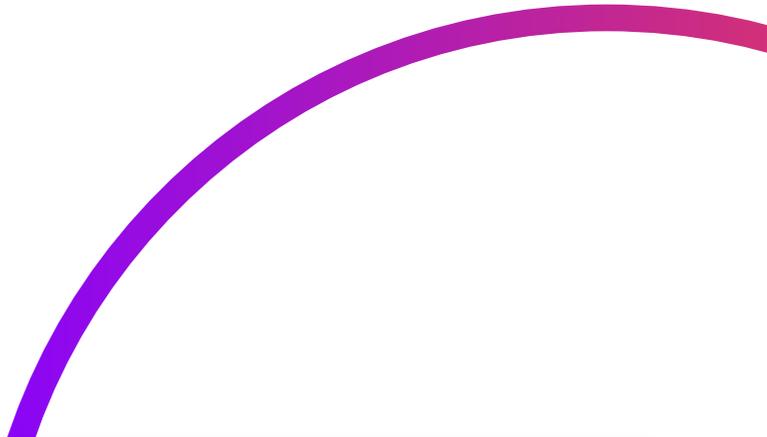
Et en effet, les collections NFTs créées par des femmes ont souvent une forte valeur ajoutée sociale, mettant l'accent sur la représentation des corps, des couleurs, et la puissance des femmes. On peut par exemple citer Power of Women, une collection créée par Leah Ibrahim Sams, qui affirmait au média Unchained, à propos de ses créations qu'il est « plus

facile de se dire qu'on peut accomplir quelque chose si l'on a déjà vu une femme faire et accomplir ce qu'on recherche ». Tout à la fois collection de NFTs, communauté et média, World of Women utilise les recettes de ses ventes pour « accroître la diversité dans l'espace NFTs, former et intégrer la prochaine génération de créateurs et de fondateurs, et créer des opportunités égales pour tous et touches ». La collection Not Your Bro, gagnante du prix « Most impactful charity NFT project » aux NFT NYC 2023, reverse également l'essentiel de ces ventes à des œuvres de charité comme Girls Who Code.

Nous pourrions citer des dizaines d'autres projets, mais l'essentiel est là : avec une forte valeur sociale ajoutée, ces initiatives mettent l'accent sur une meilleure représentation des femmes — dans l'art lui-même, grâce à une plus grande diversité des corps, mais aussi dans le web3, en s'attaquant frontalement au manque de diversité et en créant des communautés où les participantes s'émancipent ensemble.

« PLUS FACILE DE SE DIRE QU'ON PEUT ACCOMPLIR QUELQUE CHOSE SI L'ON A DÉJÀ VU UNE FEMME FAIRE ET ACCOMPLIR CE QU'ON RECHERCHE »

Leah Ibrahim Sams



Blockchain au féminin :
trois projets de femmes
engagées

De plus en plus de femmes se lancent dans des projets innovants utilisant la blockchain pour lutter contre les inégalités de genre. Elles montrent qu'il est possible de faire bouger les frontières vers un monde plus engagé.

Voici trois projets à suivre de près 

Boss Beauties par Lisa Mayer

« A Woman Can Be Everything She Wants », tel est le slogan de Boss Beauties. Tout à la fois média féministe, communauté et plateforme de développement de projets NFTs, Boss Beauties a été imaginé comme un lieu d'empowerment en ligne pour les femmes par sa créatrice, Lisa Mayer. Grâce à une solide communauté développée au fil des ans, l'entrepreneuse a fait appel à des artistes de la Gen Z pour 10 000 portraits de femmes inspirantes qui feront partie de la première collection Boss Beauties NFT. Réalisée en seulement huit semaines, la collection entière est écoulee en moins de deux heures sur [Opensea.io](https://opensea.io).

Si l'objectif de cette gamme de NFTs est de montrer aux nouvelles générations qu'elles peuvent être ce qu'elles aspirent, les ambitions de la marque sont encore plus grandes. En effet, l'argent récolté par les ventes des objets numériques est investi par Boss Beauties dans l'éducation des filles et la recherche pour la sécurité des femmes dans le Web3 via Boss Beauties Foundation.



AthenaDAO par Laura Minquini

Tout part d'un terrible paradoxe : les femmes sont plus nombreuses que les hommes et permettent la reproduction de l'humanité, pourtant la biologie de leur corps est très méconnue. Au départ réticente à la crypto et aux NFTs, c'est en contribuant à [VitaDAO](#) que Laura Minquini comprend l'utilité de la blockchain. Elle lance alors, en août 2022, [AthenaDAO](#). Cette communauté décentralisée a pour but de contribuer à la recherche scientifique autour du vieillissement ovarien, de l'endométriose et des fibres utérines ainsi que du syndrome des ovaires polykystiques.

Le système traditionnel de recherche est un système conservateur qui rencontre plusieurs problèmes qui, mis bout à bout, le ralentissent. Cependant, la décentralisation vient casser ces codes et peut accélérer la recherche puisque les scientifiques partagent leurs ressources et leurs études de manière ouverte et transparente. C'est ainsi qu'AthenaDAO entend faire avancer les connaissances sur la santé des femmes.

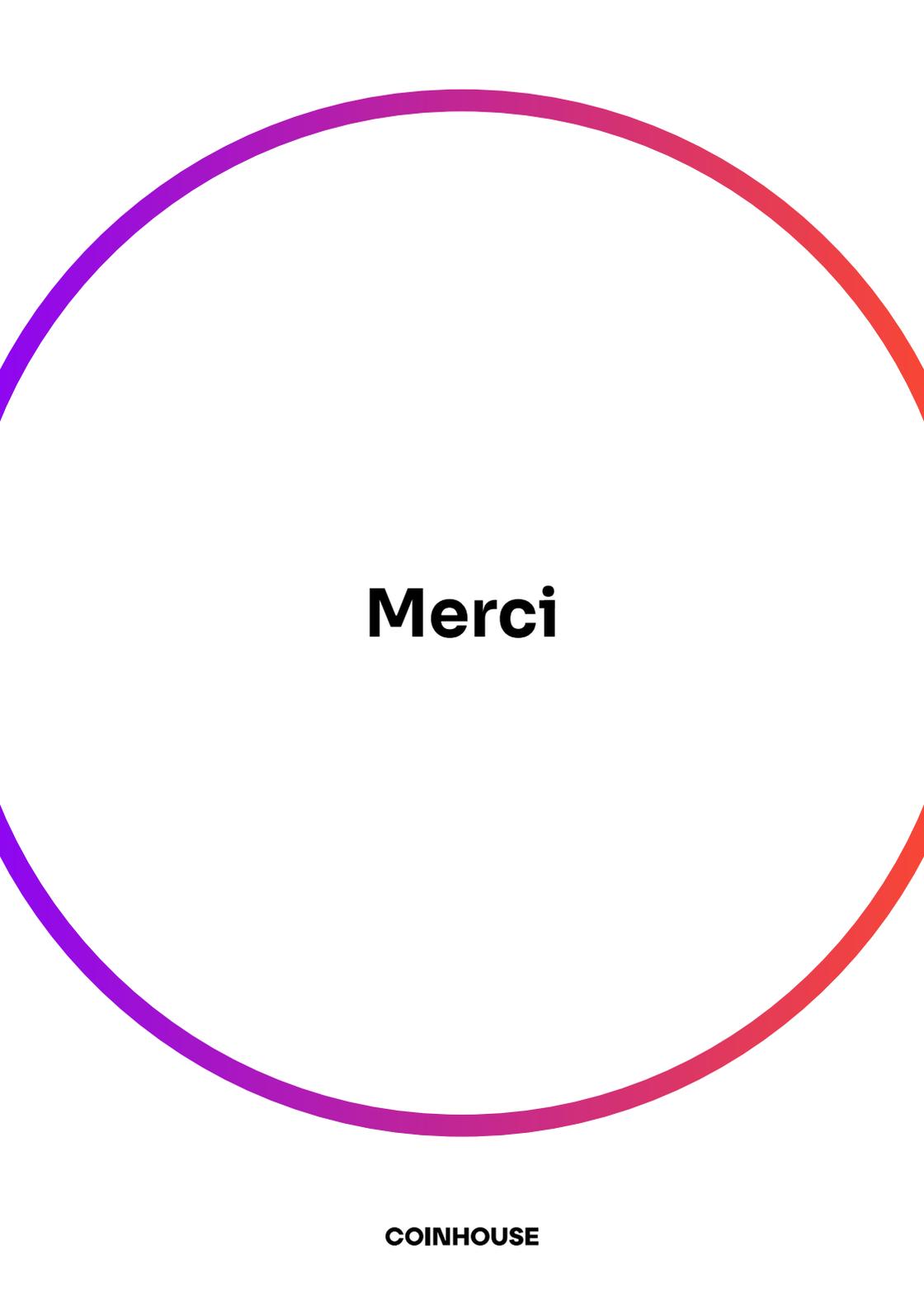


Hiveonline par Sofie Blakstad

Après plusieurs années au sein de banques internationales, Sofie Blakstad décide que ce système n'est pas celui du futur. Pour elle, l'avenir de la banque se situe en dehors des institutions classiques et, surtout, dans les mains de celles et ceux que les banques traditionnelles négligent. Alors Sofie Blakstad crée Hiveonline, la première DeFi startup élaborée pour l'Afrique rurale principalement. Basée sur la blockchain, cette plateforme de finance communautaire décentralisée est notamment utilisée par les petites entreprises et les femmes pour que celles-ci puissent participer à l'économie de leur pays.

Souvent éloignés de la technologie et sans accès à internet, l'application a été développée pour être légère et utilisable sur des téléphones peu coûteux mais surtout, elle permet de modifier les données hors-lignes pour que celles-ci soient mises à jour rapidement dès qu'une connexion internet est trouvée pour pallier le désert numérique de certaines régions.





Merci

COINHOUSE